

# RÉSILIENCE MAGAZINE



N°6 • FÉVRIER 2023

## ZOOM SUR

DES AVANCÉES CONSIDÉRABLES  
DANS LA PRISE EN CHARGE DES  
MALADIES MENTALES

## POINT DE VUE

LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE  
DES JEUNES ET DES ADOLESCENTS :  
UN DÉFI DE TOUS LES JOURS

## DOSSIER

UN BILAN DES RÉALISATIONS  
QUI SATISFAIT LE COMITÉ DE SANTÉ  
DU CDS GATWE DE MWARO



## LA COMPOSANTE TWITEHO AMAGARA

*Deuxième numéro consacré au volet Santé du programme Résilience*

*La composante Twiteho Amagara vise à accroître l'accessibilité et la qualité des services de santé, notamment la santé sexuelle et reproductive et à répondre aux besoins spécifiques des populations en situation de crise.*

# RÉSILIENCE MAGAZINE

N°6 • FÉVRIER 2023

## 4. Programme Résilience

**TWITEHO AMAGARA : L'ENJEU DE LA  
CAPITALISATION DES PROJETS**

## 5. Point de vue

**LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE  
DES JEUNES ET DES ADOLESCENTS : UN  
DÉFI DE TOUS LES JOURS**

## 6. Zoom sur

**PERMETTRE AUX JEUNES DE  
S'INFORMER SUR LA SANTÉ SEXUELLE ET  
REPRODUCTIVE PLUS FACILEMENT**

**DES AVANCÉES CONSIDÉRABLES  
DANS LA PRISE EN CHARGE DES MALADIES  
MENTALES**

## 7. Témoignage

**IMPACT DES SÉANCES D'ÉDUCATION  
SUR LA SANTÉ SEXUELLE ET  
REPRODUCTIVE AU CDS BUGARAMA**

## 8. Dossier

**UN BILAN DES RÉALISATIONS  
QUI SATISFAIT LE COMITÉ DE SANTÉ  
DU CDS GATWE DE MWARO**

**LE SERVICE DE SANTÉ MENTALE  
À L'HÔPITAL DE MUYINGA ACCUEILLE PLUS  
DE PATIENTS QU'AVANT**

## 11. En chiffres

**CE SUPPORT A ÉTÉ FINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE. SON CONTENU RELÈVE DE LA SEULE RESPONSABILITÉ  
D'AKEZA ET NE REFLÈTE PAS NÉCESSAIREMENT LES POINTS DE VUE DE L'UNION EUROPÉENNE.**



**Financé par  
l'Union européenne**

Crédits photos : Akeza Creative Studios

La présente newsletter est diffusée dans le cadre du programme Résilience financé par l'UE. Cet envoi est fait sous la responsabilité de AKEZA, responsable du traitement, et basé sur la mission d'intérêt public poursuivie par l'EEAS et ses Délégations. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité de vos données. Plus d'information et possibilité d'exercer ces droits sur ce site : [https://www.eeas.europa.eu/node/400005\\_fr?s=87#1185](https://www.eeas.europa.eu/node/400005_fr?s=87#1185). Pour toute désinscription à la présente newsletter, merci d'adresser une demande à [communication@programmeresilience.com](mailto:communication@programmeresilience.com)

**JEAN CLAUDE BARUTWANAYO**  
Gouverneur de la province de Muyinga



## ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,

La composante « Twiteho Amagara » du programme Résilience a beaucoup contribué au développement du secteur de la santé dans notre province. Même si le programme touche à sa fin, nos visites auprès des structures bénéficiaires des acquis de la composante démontrent nettement son apport.

« Twiteho Amagara » a apporté un appui de taille qui a contribué à accroître l'accessibilité et la qualité des services de santé au niveau des districts, notamment en matière de santé mentale, de santé sexuelle et reproductive (y compris la prise en charge des violences basées sur le genre), et de la préparation et la réponse aux urgences de santé publique. Elle a aussi permis d'appuyer les hôpitaux et les centres de santé en équipements et de former des professionnels de santé affectés au service de santé mentale à l'hôpital de Muyinga.

Je tiens à saluer le travail de « Twiteho Amagara » qui a contribué à adresser plusieurs enjeux dans notre province, tels que ceux liés à la santé mentale. Souvent négligés, ignorés ou passant pour de la superstition, les cas de malades souffrant de difficultés mentales n'ont cessé d'augmenter. Le qualificatif de « fou », qui a longtemps nourri l'ignorance vis-à-vis de

ces derniers, a été banni depuis quelques années. Les personnes souffrant de problèmes mentaux ne sont plus ligotées au moment de leur référence dans les formations sanitaires pour leur prise en charge. Il faut également signaler qu'avec l'appui technique et financier de la composante « Twiteho Amagara », d'autres actions ont été menées en matière de réinsertion sociale des malades mentaux. Auparavant, la situation n'était pas facile dans les localités éloignées : les personnes se déplaçaient vers les centres neuropsychiatriques de Bujumbura ou de Ngozi pour la prise en charge de leurs proches. Désormais, l'hôpital de Muyinga a intégré les services de santé mentale et dispose de médicaments psychotropes. Depuis, il a accueilli un nombre considérable de patients, et leur état de santé s'est nettement amélioré au terme de leurs hospitalisations.

En ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive, sur le plan de la prévention et de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), « Twiteho Amagara » est intervenue dans la réalisation de différentes activités aux côtés d'autres organisations œuvrant dans notre province. Des séances de sensibilisation ciblant la jeunesse, le milieu scolaire et les femmes en âge de procréer ont été organisées, et les auteurs de violences ont été poursuivis en justice. Une assistance a été apportée

aux victimes des VBG au niveau du centre intégré de l'hôpital de Muyinga, qui a été équipé par « Twiteho Amagara », notamment avec des lits, des matelas et d'autres équipements.

Nous saluons la manière dont nous avons collaboré avec les organisations qui ont mis en œuvre les activités prévues dans le cadre de la composante « Twiteho Amagara ». Grâce à des activités de coordination des intervenants dans notre province, nous sommes parvenus à collaborer et à évaluer ensemble les réalisations. Ceci a permis de renforcer les rapports entre l'administration et les organisations partenaires au développement de notre province.

Pour conclure, nous demandons à l'État de multiplier ses efforts et de vulgariser les services de prise en charge des pathologies mentales dans les hôpitaux afin de mieux cerner ce problème, comme c'est déjà le cas pour des maladies comme le Sida ou la Tuberculose. Quant aux partenaires et aux organisations de mise en œuvre des activités de « Twiteho Amagara », nous souhaiterions qu'ils poursuivent l'accompagnement et la prise en charge des pathologies mentales, vu le temps et les coûts intrinsèques au processus élastique de traitement de ces maladies.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !



## LE PROGRAMME RÉSILIENCE

## Twiteho Amagara : l'enjeu de la capitalisation des projets



En amont de la Journée Résilience organisée le mois de novembre 2022, plusieurs ateliers de capitalisation ont été organisés sur certaines activités de la composante « Twiteho Amagara ». Ce numéro dédié à la composante propose une synthèse des premiers travaux de capitalisation sur les 3 activités suivantes : santé mentale, violences sexuelles basées sur le genre et les centres de santé ami des jeunes (CDSAJ).

### 1- Santé mentale

Au Burundi, le domaine de la santé mentale était très peu développé jusqu'en 2018 : peu de structures de soins existantes, des coûts de soins principalement couverts par les ménages et une disponibilité très limitée des médicaments psychotropes dans le pays. L'intégration de la santé mentale dans le système de soins existant dans le pays est un travail qui demande l'implication de diverses structures et instances à des niveaux différents, autant au niveau communautaire que national. De plus, la sensibilisation des communautés, des

leaders communautaires et des familles des malades permet nettement de réduire la stigmatisation et la discrimination. Cependant, certains défis restent à adresser, comme étendre la commande des psychotropes à toutes les provinces et mettre en place des mécanismes d'aide financière pour l'accès à ces médicaments.

### 2- Violences Sexuelles Basées sur le Genre (VSBG)

Malgré la ratification de nombreux protocoles, accords et conventions en faveur des droits des femmes, le Burundi fait toujours face à un phénomène de violence important à l'égard de celles-ci. À travers ses interventions dans le secteur de la santé, la composante « Twiteho Amagara » a contribué au soutien des personnes victimes de violences, spécifiquement celles basées sur le genre. Les activités mises en oeuvre garantissent à minima une prise en charge médicale aux victimes de violences. Via différentes approches, les projets ont également appuyé la

prise en charge psychosociale, juridique, judiciaire et économique des victimes, en accompagnant leurs partenaires et les structures publiques décentralisées. Ces travaux ont permis de renforcer les connaissances des différents cadres sur la prévention et la prise en charge intégrée des victimes de VSBG, de renforcer une prise en charge pluridisciplinaire efficace et coordonnée des VSBG dans les Hôpitaux de District et de faire de la sensibilisation dans les CDSAJ. Pour un changement durable, il est nécessaire de s'appuyer sur les structures communautaires existantes pour sensibiliser un plus grand nombre de personnes, d'informer les populations sur leurs droits et les services de prise en charge, de mettre en place un système de dépistage systématique des VSBG dans les formations sanitaires ou encore d'organiser des activités de renforcement des capacités des équipes nationales.

### 3- Les centres de santé ami des jeunes (CDSAJ)

Le programme « Twiteho Amagara » a contribué au renforcement de l'accessibilité des services de santé sexuelle et reproductive (SSR) aux adolescents et aux jeunes, grâce à une éducation complète sur la sexualité et sur l'offre de services SSR. En effet, le programme a permis de créer et d'équiper 76 CDSAJ, de former des acteurs impliqués dans l'éducation et l'offre de services SSR, d'aménager des espaces conviviaux pour les jeunes et d'organiser des ateliers de sensibilisation et de réflexion sur le fonctionnement des CDSAJ et les droits des jeunes en matière de santé sexuelle. L'implication des parents, des leaders communautaires, administratifs et religieux s'est avérée essentielle pour faire face aux problèmes de SSR chez les jeunes. De plus, il semble nécessaire d'intégrer le paquet SSR dans tous les CDS et de prévoir l'électrification et l'aménagement des espaces dans les CDSAJ.



## POINT DE VUE

# La santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents : un défi de tous les jours

**Dans la province Muramvya, la composante « Twiteho Amagara » a mené plusieurs campagnes de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive auprès des jeunes et des adolescents. Associées à d'autres actions, ces campagnes de sensibilisation permettent de limiter les risques de grossesses non désirées et de maladies sexuellement transmissibles.**

Le Dr Petit Arnaud NIKIZA, médecin directeur de l'hôpital de Muramvya, donne son point de vue sur l'apport des activités de campagne de sensibilisation des jeunes sur la santé sexuelle et reproductive.

**Comment l'hôpital de Muramvya accompagne-t-il les jeunes sur les questions liées à la santé sexuelle et reproductive ?**

Nous avons remarqué qu'il y a un nombre non négligeable de grossesses non désirées chez les jeunes adolescentes. Nous avons donc introduit, au niveau du service de planning familial (PF), un programme d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive pour les jeunes. Ceux qui y adhèrent reçoivent des conseils. Des méthodes contraceptives sont également enseignées aux jeunes filles et garçons, ainsi qu'aux jeunes femmes qui ont donné plusieurs fois naissance (2 à 4 fois)

et désirent arrêter. Elles peuvent aussi bénéficier de la ligature des trompes, ou d'autres types de méthodes, selon leurs souhaits.

Nous avons également un service de prise en charge du VIH. À ce niveau, il y a eu des sessions de sensibilisation, essentiellement au bénéfice des jeunes, sur la santé sexuelle. Au niveau du planning familial, ils sont sensibilisés aux différentes méthodes de prévention des grossesses non désirées avec, à l'appui, la distribution de préservatifs.

**Aujourd'hui, quel est le niveau d'adhésion des jeunes dans des services liés à la santé sexuelle et reproductive ?**

À ce jour, nous assistons à une baisse de l'adhésion des jeunes et nous sollicitons un appui au niveau du district sanitaire afin qu'ils nous aident à sensibiliser davantage les jeunes dans les communautés et que ces derniers fréquentent de nouveau nos services et prennent part aux séances d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive.

Pour que ces jeunes renouent avec nos activités, nous avons besoin de plusieurs séances de sensibilisation dans les communautés. Il y a des points focaux au ni-

veau des districts sanitaires qui pourront atteindre les jeunes dans les communautés et les sensibiliser. Cette sensibilisation pourrait s'étendre aux femmes qui ne fréquentent pas encore les services de planning familial.

**Quel serait le danger d'une baisse continue de la sensibilisation auprès des jeunes ?**

Les conséquences de la négligence de ces séances d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive, mais aussi le planning familial, seraient multiples.

Nous avons une population qui n'applique pas toujours l'espacement des naissances. Il existe aussi des femmes qui continuent à mettre au monde jusqu'à près de 10 enfants alors que parfois, elles ont besoin d'arrêter les naissances. Mais, comme elles n'adhèrent pas à nos programmes d'activités sur ces sujets, le fardeau reste et augmente le fléau de pauvreté des familles.

En ce qui concerne les jeunes, cela les exposerait aux maladies sexuellement transmissibles telles que le VIH/Sida, aux grossesses non désirées et aussi à l'abandon scolaire. Une sensibilisation permanente est nécessaire.



## ZOOM SUR

## Permettre aux jeunes de s'informer sur la santé sexuelle et reproductive plus facilement

**Sur la colline Kibimba, commune Mabanda, province Makamba, le Centre de Santé (CDS) de Gahororo fait office d'exemple en matière de sensibilisation des jeunes sur les questions liées à la santé sexuelle et reproductive.**

Comme sur de nombreuses collines du Burundi, la santé sexuelle et reproductive des jeunes représente un réel problème de santé publique et un problème social important. Les jeunes, souvent victimes de leur ignorance, sont en proie aux dérives d'une santé sexuelle non contrôlée.

« Les jeunes rencontrent de nombreuses difficultés essentiellement liées à l'inaccessibilité de l'information et des moyens de contraception. Ils sont souvent victimes de grossesses non désirées et de maladies sexuellement transmissibles qu'ils contractent sans même le savoir. Il y a également des cas de viols qui restent impunis parce que la victime et ses proches ignorent où se rendre pour dénoncer le viol et trouver une prise en charge adaptée dans les meilleurs délais », explique Chantal Nshimirimana, Titulaire adjointe du CDS Gahororo.

Avec les 6 collines qui l'entourent, le CDS de Gahororo joue un rôle clé dans la sensibilisation des jeunes et des adolescents dans la commune Mabanda. En effet, il a permis à de nombreux jeunes d'avoir accès à des connaissances sur la santé sexuelle et reproductive à proximité de leurs domiciles familiaux. Des séances IEC (Information, Education, Communication) sur la santé sexuelle et reproduc-

tive sont ainsi données 2 fois par semaine, pendant 2 heures.

Grâce à la composante « Twiteho Amagara », le CDS de Gahororo bénéficie aujourd'hui d'une salle polyvalente permettant d'accueillir de nombreuses actions de sensibilisation des jeunes. Le centre de santé a également reçu une télévision et un ordinateur qui servent de matériels didactiques pour diffuser des films éducatifs et des leçons sur la santé sexuelle et reproductive.

Les activités du centre de santé en matière de sensibilisation ont permis d'accroître le nombre de jeunes fréquentant le CDS Gahororo.

« L'engouement des premiers jeunes qui sont venus a suscité la curiosité des autres. Ils ont été attirés par l'importance que leurs semblables accordent à ces séances d'éducation à la santé sexuelle, disponibles à notre CDS ami des jeunes. Nous avons ensuite expliqué les avantages de ces séances aux parents de certains jeunes qui s'interrogeaient sur l'implication de leurs enfants dans les activités de notre CDS. Nous leur avons montré notre volonté de contribuer à l'éducation de ces jeunes en mettant à leur disposition des connaissances sur la santé sexuelle et reproductive », explique Mme Nshimirimana.

Le travail efficace du CDS Gahororo se



heurte quelques fois à certains défis, notamment celui lié à l'électricité, un problème pas inconnu des habitants des zones reculées du Burundi. En dépit de ce défi, rien ne semble ralentir la volonté du CDS à prendre part à l'éducation des jeunes de la commune Mabanda pour contribuer au développement des communautés vivant sur les 6 collines qui entourent le CDS de Gahororo.

« Face au manque d'électricité, le personnel du CDS continue à dispenser les séances IEC via des échanges avec les jeunes, plutôt que sur des supports électroniques », ajoute Mme Nshimirimana.

## POURQUOI LES CENTRES DE SANTÉ AMI DES JEUNES (CDSAJ) ?

Les principaux facteurs contribuant à la mauvaise santé des jeunes sont l'environnement malsain, les systèmes d'appui inappropriés pour promouvoir des modes de vie sains, l'absence d'informations fiables avec des services de santé souvent peu adaptés à leurs besoins spécifiques.

Au Burundi, le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR), appuyé par les partenaires techniques et financiers, a développé une stratégie de mise en réseau des centres pour jeunes, des écoles et des centres de santé dans l'objectif d'offrir aux jeunes des services de santé reproductive adaptés dans les sites pilotes. En 2015, le gouvernement a entrepris un programme d'encadrement de la jeunesse impliquant toutes les couches de la société et utilisant la stratégie de réseautage socio-communautaire pour la santé des jeunes. Cette stratégie, dont le centre de rayonnement est le CDSAJ, a été validée comme stratégie nationale. En 2022, on comptait déjà 334 CDSAJ dans tout le pays.

## TÉMOIGNAGE

### Impact des séances d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive au CDS Bugarama

**Le programme « Twiteho Amagara » a appuyé des activités d'éducation sexuelle et reproductive au centre de santé (CDS) Bugarama de la province Muramvya.**

Avant le début des séances d'éducation sur la santé sexuelle et reproductive, les jeunes vivaient dans une ignorance alarmante. D'après Taleh Nkorerimana, titulaire du centre de santé Bugarama, ces séances ont eu un impact remarquable sur les jeunes.

« La situation n'était pas bonne avant. L'année de mon arrivée au CDS Bugarama, en 2019, nous avons enregistré 8 cas de grossesses non désirées. Beaucoup d'entre elles affirmaient ne pas connaître les vrais responsables de leurs grossesses. Avec l'appui de la composante « Twiteho Amagara », la fréquence des grossesses non désirées a baissé. À titre d'exemple, un seul cas de grossesse non désirée a été enregistré en 2021 et aucun cas n'a été enregistré en 2022 », éclaire-t-il.

Avant le lancement des activités d'éducation à la santé sexuelle et reproductive, des campagnes de formation ont eu lieu.



*« Nous avons d'abord bénéficié d'opportunités de formation en tant que prestataires de soins » explique M. Nkorerimana.*

« Nous avons été formés sur les méthodes d'accueil, d'accompagnement et de suivi des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive. Tous les membres du personnel de notre CDS, jusqu'au personnel de garde, ont participé à ces formations. Après, ils nous ont octroyé du matériel d'usage dans des services de planning familial, de maternité, de consultation prénatale et d'autres ».

En plus des formations du personnel de santé, le CDS a reçu des dons composés d'intrants et du matériel de divertissement pour attirer et détendre les jeunes.

« Nous avons aussi obtenu un don de

matériels composé de 4 ordinateurs, d'une télévision écran-plat, du matériel de jeux (tennis de table, billard, baby-foot), ainsi qu'un lecteur flash-disque proposant des films sur les thématiques de santé sexuelle et reproductive », ajoute Mr. Nkorerimana.

Grâce aux sessions de sensibilisation effectuées, les jeunes, composés d'élèves et d'autres qui ne fréquentent pas l'école, ont été sensibilisés sur la

prévention des grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. Aujourd'hui, contrairement à avant, ils consultent les médecins.

« Ici au CDS de Bugarama, on n'était pas habitués à recevoir des cas d'infections sexuellement transmissibles tout simplement parce que les jeunes n'utilisaient pas nos services de consultation. Grâce aux séances de sensibilisation menées dans la communauté et dans les établissements scolaires, il s'est avéré que pas mal de jeunes vivaient avec des infections et qu'il était impossible de le savoir sans venir faire la consultation », poursuit M. Nkorerimana.

Même si les résultats sont aujourd'hui positifs, M. Nkorerimana rappelle que des efforts sont encore nécessaires afin de renforcer ces activités et de cibler un plus grand nombre de jeunes.

#### POURQUOI PROMOUVOIR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE CHEZ LES JEUNES ?

Des filles et garçons adolescents doivent faire face, non seulement à des changements corporels, mais aussi aux nouvelles formes de vulnérabilité en relation avec les violations des droits humains en matière de sexualité, de mariage ou de grossesse.

Un trop grand nombre de jeunes burundais n'a pas accès à l'éducation sexuelle et aux soins de santé reproductive. Donc, ils sont souvent forcés d'accepter des relations sexuelles non consenties, ce qui les met en situation de grossesses non désirées, d'avortements et d'accouchements à risque, ou de contraction d'infections sexuellement transmissibles (IST), notamment le VIH. La promotion de la santé sexuelle et reproductive des adolescents est donc fondamentale et doit être encouragée. Elle permet à chaque individu d'avoir accès à une éducation sexuelle complète et de participer pleinement à la vie sociale et économique, afin d'éviter de contraindre les enfants, surtout les filles, à une vie sans avenir.



## DOSSIER

## Un bilan des réalisations qui satisfait le comité de santé du CDS Gatwe de Mwaro

**Le comité de santé (COSA) du centre de santé Gatwe situé sur la colline Bwakiro en commune Kayokwe de la province Mwaro a permis de résoudre certaines difficultés. Cela grâce à ses actions de plaidoirie en faveur de la population et de leur CDS.**

Grâce au dévouement de ces bénévoles engagés pour la promotion de la santé, le CDS Gatwe va pouvoir se doter de locaux adéquats, pour ainsi devenir un hôpital communal. Depuis cette nouvelle, un sentiment de fierté habite les membres bénévoles du COSA du CDS Gatwe.

Mme Ntakarutimana habite sur la colline Bwakiro de la province Mwaro. Présidente du comité communautaire de santé (CCS) en province de Mwaro, cette mère de famille nous raconte le parcours du COSA du CDS Gatwe.

« En tant que comité de santé, nous avons commencé nos activités au mois d'octobre 2020 au CDS Gatwe. Avant cela, la population n'avait pas de moyen de s'informer sur ce qui se passait dans notre CDS. Il y a donc eu des votations au niveau des 6 collines qui constituent l'aire de responsabilité de ce CDS, pour élire notre comité. Après les élections, nous nous sommes réunis avec le personnel du CDS Gatwe pour échanger sur les moyens d'action et une ligne à suivre pour une collaboration efficace. Ils nous ont ensuite accompagnés dans la communauté pour nous présenter en qualité d'intermédiaires entre la population et le CDS Ga-

twé. Nous avons parfaitement collaboré avec les agents de santé dans toutes leurs activités de sensibilisation au niveau des collines », expose Mme Ntakarutimana.

À travers ces mêmes activités de sensibilisation, la population trouve un moyen de signaler des cas de négligence ou de traitement inapproprié déjà constatés au CDS Gatwe.

« En tant que membres du COSA élus sur ces collines, on a élaboré une note contenant les recommandations émises par la population lors de ces réunions. Vers la fin de chaque mois, on vient au CDS avec un rapport présentant les différentes difficultés dont se plaignent les bénéficiaires des soins du CDS, pour ensuite y apporter des solutions. Nous avons aussi de quoi être fiers. Au début de nos activités, il n'y avait pas assez de personnel soignant dans ce CDS. Et donc, quand certains prenaient des congés, la situation bouleversait les services et le mécontentement se ressentait au sein de la population. Nous avons plaidé pour l'augmentation des soignants auprès du médecin chef du district sanitaire de Kibumbu. Nous avons obtenu 3 professionnels soignants en plus de ceux qui sont actuellement sous la charge de notre CDS. De plus, le manque de place dans notre CDS encombrait la prise en charge des patients. Pour venir au bout de ce défi, nous avons encore plaidé au-



près des autorités sanitaires et administratives », ajoute-elle.

Les exploits louables du COSA ne s'arrêtent pas à ces quelques avancées. Le COSA souhaitait voir le CDS Gatwe être au service d'un plus grand nombre de patients.

« Notre souhait d'accroître notre CDS a été exaucé. Les autorités sanitaires et administratives nous ont promis d'ailleurs de le transformer en un hôpital communal et les travaux de délimitation ont déjà été terminés. Nous avons aussi agi pour adresser le manque d'eau au sein de notre CDS, et pour obtenir une salle d'accueil des jeunes qui viennent y suivre des notions de santé sexuelle et reproductive. Nous nous réjouissons de tous ces changements qui illustrent mieux le parcours fructueux de notre équipe au profit de la population et du CDS Gatwe », conclut Mme Ntakarutimana.





## ZOOM SUR

### Des avancées considérables dans la prise en charge des maladies mentales



**La province de Muyinga enregistre aujourd'hui des avancées considérables en matière de gestion de la santé mentale.**

**À l'hôpital de district de Muyinga, l'existence d'un service entièrement dédié à la santé mentale a permis la prise en charge des personnes atteintes de troubles mentaux. Un grand pas en avant qui a été possible grâce à l'implication des partenaires de mise en œuvre de la composante « Twiteho Amagara » du programme Résilience.**

Plusieurs actions ont été menées, notamment par les ONGs MEMISA et Lovain Coopération, pour renforcer les capacités du personnel de l'hôpital de Muyinga dans la gestion des patients atteints de pathologies mentales.

« La composante « Twiteho Amagara » du programme Résilience a contribué à l'amélioration du service de santé mentale à l'hôpital de Muyinga. Le projet a d'abord permis aux prestataires des soins de suivre plusieurs formations pour améliorer leurs connaissances pratiques et théoriques qu'ils utilisent dans la prise en charge quotidienne des patients. Le projet a aidé dans l'approvisionnement en psychotropes auprès de la CAMEBU (Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels du Burundi) », explique Jean Bosco Habonimana, médecin directeur de l'hôpital de Muyinga.

La compréhension des questions liées à la santé mentale étant une affaire commune, la population et les administratifs de la province Muyinga ont été mis à contribution, surtout dans la sensibilisation et l'accompagnement des patients atteints de pathologies mentales.

« Le service de prise en charge des pathologies mentales à l'hôpital de Muyinga existe depuis 2019. Avant, on faisait recours à une clinique mobile deux fois le mois. Avec « Twiteho Amagara », nous avons concrètement évolué et sommes passés de 2 à 4 cliniques mobiles par mois. En plus de la sensibilisation, il y a eu des ateliers de formation à l'endroit des chefs des collines et des agents de santé. Ces agents de santé, qui sensibilisent au quotidien la population sur des problématiques de santé, ont aidé à référer vers nous les cas des personnes ayant des troubles mentaux », fait savoir Hélène Nibigira, responsable du service des soins mentaux à l'hôpital de Muyinga.

Le renforcement des capacités des prestataires médicaux, associé à la

sensibilisation, ont permis d'accroître le nombre de personnes prises en charge par le service des pathologies mentales de l'hôpital de Muyinga. Les patients y sont de plus en plus acheminés. Le service dispose même de lits d'hospitalisation pour les patients atteints de pathologies graves. Le service peut également compter sur les compétences des prestataires de santé provenant des autres services de l'hôpital et ayant bénéficié des formations de prise en charge des pathologies mentales.

« Le constat est que les patients ont augmenté avec la mise en place de ce service de santé mentale par rapport au nombre qu'on avait à gérer à l'époque des cliniques mobiles. Nous accueillons près de 150 patients par mois, un nombre qui n'inclut pas les patients hospitalisés. C'est un changement notoire dans la prise en charge des pathologies mentales ici, à Muyinga.

L'autre constat est qu'avant 2019, nous avions un souci de prestataires pour nous assister dans les activités de prise en charge des maladies mentales. Avec les formations dispensées dans le cadre des activités de « Twiteho Amagara », les choses ont changé. Aujourd'hui, nous sommes entourés de différents prestataires de soins formés au sein de l'hôpital et qui, en cas de besoin, peuvent se libérer de leur service pour venir nous épauler », explique Mme Nibigira.

En 3 ans, le service de prise en charge des pathologies mentales de l'hôpital de Muyinga a accru ses capacités dans la gestion effective des pathologies mentales. Des centaines de patients ont été pris en charge et soignés.

#### LES MALADIES MENTALES : DES MALADIES TRAITABLES COMME TANT D'AUTRES

La santé mentale est un droit humain fondamental et constitue une composante essentielle de la santé. Elle est définie par l'OMS comme « un état de bien-être dans lequel une personne peut se réaliser, surmonter les tensions normales de la vie, accomplir un travail productif et contribuer à la vie de sa communauté ». L'OMS estime que près d'un milliard de personnes présentent un trouble mental dans le monde et qu'une personne sur quatre serait touchée par un trouble mental au cours de sa vie.

Dans les pays en développement, comme le Burundi, jusqu'à 80% des patients présentant des troubles mentaux graves n'accèdent à aucun traitement spécifique. Les personnes qui en sont atteintes ont une espérance de vie réduite et font souvent l'objet d'exclusion et de stigmatisation de la part de leur entourage.

## DOSSIER

## Le service de santé mentale à l'hôpital de Muyinga accueille plus de patients qu'avant



**Avec l'appui de « Twiteho Amagara », l'hôpital de Muyinga a bénéficié d'un accompagnement pour son service de santé mentale.**

**Longtemps opérationnel dans des conditions insuffisantes pour atteindre la qualité des soins, l'ONG MEMISA a assuré des formations aux personnels soignants et attribué des dons de médicaments pour faciliter le traitement des cas de pathologies mentales.**

Le Dr Gérard Ndayisaba est le chargé du service santé mentale à l'hôpital de Muyinga depuis près de deux ans. À la tête du personnel composé du médecin et des infirmiers qui s'occupent de la prise en charge des cas de troubles mentaux à l'hôpital de Muyinga, il relate les stades d'évolution dans ce service, actuellement sous sa responsabilité.

« La composante « Twiteho Amagara » a beaucoup contribué au progrès du service de santé mentale de cet hôpital. Bien qu'il existait déjà depuis quelques temps, il procédait à l'hospitalisation mobile, avec du personnel insuffisant. Grâce aux formations dispensées par « Twiteho Amagara », j'ai pu acquérir des connaissances sur la prise en charge des pathologies mentales. Après moi, deux autres médecins et 6 infirmiers ont bénéficié de ces formations. Cela nous a procuré un effectif capable d'assurer tout le paquet d'activités du service de santé mentale. Depuis, nos patients reçoivent des soins de qualité que nous sommes fiers d'administrer. Les infirmiers formés sont capables de gérer les patients, même en mon absen-

ce. Ils sont toujours auprès des patients et tout ce passe bien jusqu'ici », se réjouit Dr Gérard Ndayisaba, chef du service santé mentale à l'hôpital de Muyinga.

« Twiteho Amagara » a aussi facilité la formation des agents communautaires pour sensibiliser en permanence la population. Ils leur apprennent les conduites à adopter face à une personne qui a une mauvaise santé mentale.

« Via les activités de formation de « Twiteho Amagara », des agents communautaires ont été formés au niveau de notre province. Ces agents ont la tâche de perpétuer les activités de sensibilisation de la population sur les attitudes à adopter face à quelqu'un qui souffre de maladie mentale. Ils contribuent aussi à encourager la population à changer de mentalité, une réussite qui se traduit par leur taux de fréquentation de notre service. Actuellement, nous avons environ 180 patients qui sollicitent nos services, les hospitalisés et ceux qui prennent des médicaments depuis chez eux », précise le Dr Ndayisaba.

Cependant, alors que « Twiteho Amagara » a approvisionné le service de divers médicaments en provenance de la CAMEBU et de son district sanitaire, le stock n'a pas tenu longtemps en raison d'une forte fréquentation dans ce service.

« Nous avons eu beaucoup de patients. Cette croissance a occasionné une grande consommation médicamenteuse, ce qui a causé une rupture de stock de ces médicaments très rapidement », souligne-t-il.

En plus de cela, des difficultés liées au paiement des charges des patients pèsent sur le service de santé mentale. L'hôpital parvient encore à garder la même lancée dans la promotion de son service de santé mentale et son accessibilité inclusive, grâce à l'assistance de l'ONG MEMISA et d'autres organisations.

« Souvent, nous prenons des malades délaissés, errants dans les rues et nous les soignons comme les autres. Nous mettons à leur disposition des médicaments et d'autres services essentiels à leur traitement. Les patients qui ont des proches nous payent et ceux qui n'ont personne sur qui compter, bénéficient de l'intervention de l'ONG MEMISA Belgique et d'autres organisations, qui accompagnent des patients qui ne parviennent pas à payer leurs factures », ajoute-t-il.

Les autres contraintes auxquelles le service de santé mentale de l'hôpital de Muyinga fait face sont liées à l'espace.

« Nous avons actuellement 20 patients hospitalisés et l'espace disponible se réduit au fur et à mesure que le nombre augmente. Ce problème touche également le cabinet de consultation et l'espace réservé à l'isolement des patients violents. En somme, nous lançons un appel à ceux qui souhaitent contribuer pour améliorer la qualité des soins de notre service de santé mentale. Ceux qui peuvent aider à élargir notre bâtiment et à nourrir les patients sont les bienvenus », conclut le Dr Gérard Ndayisaba, chef du service de santé mentale à l'hôpital de Muyinga.



## EN CHIFFRES

### Quelques réalisations de la composante Tweho Amagara au niveau national



#### **256 leaders communautaires**

ont été formés sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG).



#### **30 personnels de centres de santé**

ont été formés aux violences basées sur le genre.



#### **141 médecins généralistes**

ont été formés à la thématique de la santé mentale.



#### **1 396 infirmiers**

ont été formés à la thématique de la santé mentale.



#### **102 séances de sensibilisation**

sur la santé mentale ont été organisées dans 14 provinces.

## AGENDA

**Retour sur la dernière Journée de la Résilience**

Le 17 novembre 2022, à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika, s'est tenue la deuxième Journée de la Résilience. L'objectif principal de cet événement, qui a rassemblé plus de 230 participants, était de partager les résultats du programme Résilience, les expériences positives et négatives, ainsi que les leçons apprises du programme.

Ainsi, il a été conclu que les composantes « Tubehoneza » et « Twitwoho Amagara » ont globalement atteint les objectifs initialement ciblés. La composante « Umuco w'Iterambere », bien qu'ayant pris du retard au démarrage, est en bonne voie pour les atteindre en 2023. Le programme a démontré que les approches multisectorielles et transversales adoptées sont indispensables pour renforcer les capacités et le bien-être des ménages, qui dépendent de plusieurs facteurs. Cependant, certains défis persistent, comme le ciblage des ménages les plus vulnérables dès le début des projets pour assurer un accompagnement prioritaire ou la durée des projets qui ne permet pas toujours de favoriser un ancrage des activités.

